



CONSTRUIRE DES SOCIÉTÉS ET ÉCONOMIES RÉSILIENTES



RAPPORT ANNUEL
2014

SOMMAIRE



Qui sommes-nous ?	3
Vision	3
Mission	3
Ambition	3
Positionnement stratégique	3
Mot du Directeur	4
Introduction	5
Production et diffusion de connaissances sur le climat pour des décisions et stratégies d'adaptation mieux informées	7
Pour une gestion inclusive et transparente des terres pour renforcer la résilience des communautés à la base	10
Communautés de pratiques et résilience des exploitations familiales	12
Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE)	12
Développement agricole et rural (DAR)	13
Partager les Pratiques, partager les leçons (3PL)	15
Partenariats 2014	17
Partenariat avec la Global Water Initiative (GWI).	17
Cours en ligne sur les Mécanismes de Contrôle Citoyen et de Responsabilité Sociale	18
A démarrer en 2015	19
Décentralisation des fonds climats (DFC)	19
Tableau synoptique des projets exécutés en 2014	29
Budget 2014 et contributions des partenaires	30
Liste des publications	32

Qui sommes-nous ?

IED Afrique est une organisation à but non lucratif, créée en 2005 pour remplacer le Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED, Grande Bretagne) mis en place en 1993. Ainsi l'organisation capitalise plus de deux décennies d'expérience. IED Afrique a une vocation régionale avec une concentration de ses activités dans la zone Sahel.

Vision

Œuvrer à l'avènement d'une société africaine unie et prospère dans laquelle les citoyens et leurs communautés participent et orientent les actions de développement durable. Une telle vision est sous-tendue par des valeurs d'équité, de transparence et de responsabilité individuelle et collective.

Mission

La mission d'IED Afrique est de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives et novatrices.

Ambition

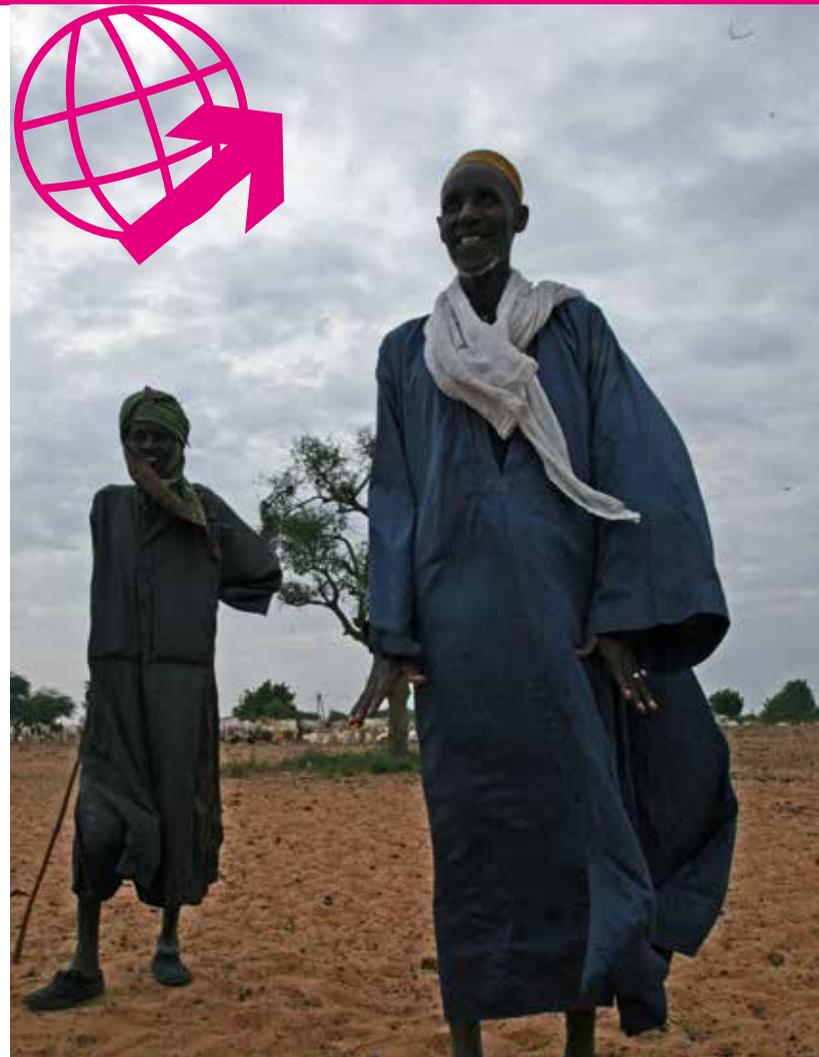
Notre ambition, reflet de notre compétence distinctive, est d'être une organisation leader dans le développement et la promotion d'approches innovantes et participatives de gouvernance appliquées à la décentralisation et la gestion des ressources naturelles en Afrique francophone.



Positionnement stratégique

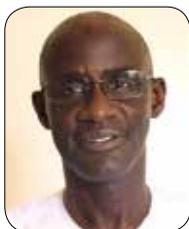
La compétence distinctive de IED Afrique est bâtie autour du développement et de la diffusion d'approches méthodologiques pour promouvoir la participation et les mécanismes de bonne gouvernance dans la construction et la mise en œuvre de politiques et programmes de développement.

Pour la matérialisation de notre vision, nos principales entrées thématiques portent notamment sur : l'appui aux stratégies communautaires et aux politiques visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques, la promotion des bonnes pratiques d'agriculture durable et de gestion des ressources naturelles ; la promotion des mécanismes de redevabilité dans le processus de décentralisation ; et la gestion des connaissances comme axe transversal.



Message du Directeur

Chers collègues



Comme à l'accoutumée, nous partageons avec vous notre rapport annuel 2014 qui fait le bilan de nos activités durant l'année écoulée. « Construire des sociétés et économies résilientes » est le thème que nous avons choisi. Ce n'est sans doute pas par effet de mode que la question de la résilience a été choisie comme fil conducteur de notre regard rétrospectif sur l'année 2014. En effet, les économies africaines font aujourd'hui face à plusieurs défis économiques, politiques, climatiques et sociaux dont les impacts cumulés constituent des obstacles de taille pour construire des sociétés et des économies solides et durables.

Notre conviction est que pour faire face à ces défis, il est nécessaire de proposer des réponses techniques et politiques qui partent d'une analyse lucide des différents risques actuels et futurs. Dans cette perspective, les meilleures réponses sont celles qui s'appuient sur et valorisent les stratégies actuelles proposées par les communautés, en prenant soin d'analyser leur pertinence et leur efficacité et de proposer des améliorations sur la base d'une démarche multi-acteurs.

Pour cela, il faudra combiner la recherche qui génère de nouvelles connaissances pour une meilleure compréhension des risques et défis, la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques, l'appui à l'amélioration du cadre institutionnel de formulation des politiques pour une participation citoyenne plus forte ; ainsi que l'accompagnement des différents acteurs dans l'expérimentation et la diffusion des solutions innovantes visant au renforcement de la résilience économique des communautés.

C'est autour de ces différents axes que nous avons bâti nos interventions en nous appuyant sur une approche transversale qui est le socle sur lequel repose la complémentarité entre nos différents projets.

C'est le lieu de remercier encore une fois nos partenaires financiers dont l'appui a permis la réalisation des résultats partagés dans ce rapport. Nous remercions également tous nos partenaires techniques pour leur collaboration et engagement sans faille.

Mamadou Bara Gueye

Bonne lecture

Introduction



Les communautés locales en Afrique de l'Ouest font face à de multiples défis et risques qui résultent de divers facteurs liés notamment à la variabilité et aux changements climatiques ; aux politiques de développement souvent inadaptées, aux conditions de marché souvent défavorables pour les couches les plus vulnérables ; ainsi qu'à différentes formes d'instabilités socio-politiques qui empêchent un fonctionnement correct des appareils productifs. Les effets cumulatifs de ces différents risques sont très élevés et installent les populations dans une situation de vulnérabilité structurelle.

Dans le secteur agricole, les phénomènes climatiques extrêmes notés au cours des dernières années se traduisent souvent par des perturbations du cycle de production agro-pastorale. La situation de vulnérabilité qui en résulte est souvent exacerbée par des options politiques défavorables aux producteurs comme la mise en place d'incitations foncières pour attirer les investissements privés dans l'agriculture au détriment des populations locales.

Des phénomènes similaires sont observés dans les zones à vocation minière où on observe des cas de dépossession qui entraînent, en plus de la perte de terres de cultures, des déplacements de populations qui se traduisent souvent par des conflits dans les zones d'accueil. Cette situation découle en grande partie de la faible participation des populations dans les processus de formulation des politiques ; ce qui limite leur influence sur les choix et les décisions. Or lorsque ceux-ci sont inadaptés aux besoins et préoccupations des populations, ils peuvent avoir des effets pervers comme une mauvaise allocation des ressources, la fourniture de services publics inadaptés, l'aggravation de la situation d'exclusion de certains groupes.

Les effets cumulatifs de ces différents défis et risques renforcent la vulnérabilité de nos économies et sociétés. C'est la raison pour laquelle une approche intégrée de renforcement de leur résilience suppose une transformation profonde des politiques publiques ; le renforcement du pouvoir des communautés à participer dans les processus de décisions et à les influencer.

Elle doit également reconnaître l'existence d'opportunités qui accompagnent les défis identifiés. Par exemple, les changements climatiques offrent de nouvelles opportunités de création ou de valorisation de technologies plus adaptées. De même les enjeux de gouvernance du foncier et des ressources naturelles donnent naissance à une nouvelle dynamique d'engagement citoyen dont la valorisation pourra contribuer à améliorer l'efficacité et la performance des fournisseurs de services publics.

S'appuyant sur sa compétence distinctive, IED Afrique articule sa stratégie autour d'une conviction selon laquelle, l'accès aux connaissances et à l'information, combinée à une stratégie efficace de plaidoyer, constitue une condition essentielle pour bâtir des sociétés et des communautés résilientes face aux différents risques naturels, sociaux, économiques et politiques. Dans cette perspective, les axes d'intervention d'IED Afrique durant l'année 2014 ont été axés sur la recherche ; la construction et l'animation

de plateformes multi-acteurs d'apprentissage mutuel ; la documentation et le partage des expériences ; le renforcement de l'engagement citoyen pour une gouvernance responsable des ressources naturelles et des services publics à travers le renforcement de l'accès à l'information.

Un accent particulier a été mis sur un certain nombre de thématiques clés étant donnée leur rôle critique dans le renforcement des moyens de subsistance des populations. Il s'agit entre autres d'une meilleure compréhension (à travers la recherche) des différents risques climatiques actuels et futurs et leur impact dans les différents secteurs économiques ; du partage des connaissances et des pratiques pour une agriculture durable ; de la mise en place de mécanismes de contrôle citoyen de l'action en vue d'une gouvernance responsable qui garantit l'accès et la sécurisation des droits fonciers des populations.



Production et diffusion de connaissances sur le climat pour des décisions et stratégies d'adaptation mieux informées

Comprendre les scénarii climatiques futurs permet d'identifier les risques et opportunités dont la gestion adéquate contribue à la construction de sociétés et d'économies plus résilientes aux changements climatiques.

Introduction

Les différentes projections pour les 50 prochaines années laissent entrevoir des effets négatifs du réchauffement climatique sur la production agricole au Sahel.

La construction d'économies résilientes à ces changements exigera à la fois la génération de nouvelles réponses technologiques et institutionnelles, mais également et surtout la valorisation des stratégies déjà éprouvées d'adaptation développées par les communautés vivant dans les zones arides et semi-arides et habituées à la variabilité climatique depuis plusieurs siècles.

Dans ce combat, la recherche devra jouer un rôle important car elle pourra contribuer à générer des nouvelles connaissances scientifiques sur le climat, qui pourraient alimenter les politiques actuelles et futures et les rendre plus adaptées.

C'est dans ce contexte qu'a été initié le projet PRESEA (Promouvoir la résilience des économies en zones semi-arides). Son objectif est de favoriser l'émergence et le développement d'économies équitables et résilientes au climat en zones semi-arides, grâce à la recherche et l'engagement soutenu des dirigeants d'entreprises, des décideurs gouvernementaux locaux et nationaux, de la société civile et des communautés économiques régionales.



Approche

- A Cartographie des politiques et pratiques actuelles, en les analysant afin d'identifier les besoins en connaissances scientifiques et définir le programme de recherche en conséquence;
- B Mise en place de plateformes multi-acteurs en vue de développer une recherche qui correspond à la demande et de faciliter la valorisation des résultats de recherche dans les politiques
- C Mise en place de projets pilotes de recherche pour une mise en application du partenariat multi-acteurs
- D renforcement des capacités des différentes parties prenantes pour faciliter une participation équitable dans la mise en œuvre du programme
- E Mise en place d'une stratégie de communication pour faciliter l'apprentissage mutuel, le partage des connaissances générées et la mise en synergie avec les initiatives similaires ou complémentaires
- F Développement de partenariats directs entre parties prenantes dans le cadre de la valorisation des résultats de recherche.



Promouvoir la Résilience des Economies en zones Semi-Arides (PRESA) est un projet multi pays de cinq ans (2014-2018) financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada et le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni dans le cadre de l'Initiative de Recherche Concertée sur l'Adaptation en Afrique et Asie (IRCAAA).

Le projet est mis en œuvre par un consortium international composé de cinq organisations : l'Overseas Development Institute (ODI) et la London School of Economics (LSE) basés au Royaume-Uni; le Centre for Climate Change Studies (CCCS) de l'Université de Dar es Salam en Tanzanie, le Sustainable Development Policy Institute (SDPI) au Pakistan, et Innovation, Environnement, Développement en Afrique (IED Afrique) au Sénégal.

IED Afrique assure la coordination du projet en Afrique de l'Ouest avec deux pays pilotes qui sont le Burkina Faso et le Sénégal.





Activités réalisées en 2014

- Deux revues nationales détaillées sur portant sur l'analyse et la prise en compte dans les politiques publiques, de l'impact des changements climatiques sur le développement socio-économique au Burkina Faso et au Sénégal
- Quatre revues thématiques dans chaque pays, sur l'analyse des liens entre le risque climatique et la gouvernance et financement de l'adaptation, le capital naturel, le capital humain, et les marchés et chaînes de valeur au Burkina Faso et au Sénégal ;
- Une revue régionale détaillée sur les risques climatiques actuels et futurs et comment ils impactent les économies dans les zones arides d'Afrique et d'Asie
- La mise en place d'un programme de bourses PRESA
- L'organisation d'ateliers des parties prenantes comprenant notamment, (1) un atelier méthodologique et de réflexion sur la résilience des économies en zones semi-arides ;
- (2) deux ateliers nationaux de cartographie des parties prenantes du projet PRESA aussi bien au Burkina Faso et qu'au Sénégal ; (3) un atelier de partage des premiers résultats des revues dans chacun des deux pays avec les parties prenantes ;
- La mise en place d'une plateforme nationale des parties prenantes du projet PRESA au Burkina Faso et au Sénégal ;
- Les activités de communication menées par le projet sont (i) la réalisation d'un film documentaire portant sur des histoires de vie sur la résilience au changement climatique au niveau des zones semi-arides du Sénégal, (ii) la publication du premier numéro d'une newsletter sur la résilience des économies en zone semi-aride et (iii) la publication d'un numéro spécial du magazine AGRIDAPE, mettant l'accent de la gestion des risques climatiques.

A retenir...

1. Il subsiste encore quelques incertitudes concernant la configuration exacte des scénarii climatiques futurs, mais le niveau de connaissance disponible permet de soutenir que des variations importantes dans les températures et le niveau des précipitations seront observées à l'horizon 2035 et nécessiteront l'adoption de politiques et pratiques plus résilientes au climat. Le PRESA participe activement à la diffusion des données sur l'évolution actuelle et futur du climat et ses impacts sur le développement économique et social, afin d'informer les politiques ;
2. Les différentes revues menées nous renseignent que les questions émergentes suivantes doivent être prise en compte dans les processus de formulation des politiques : la nécessité de produire des scénarii socio-économiques sur la base des risques et opportunités climatiques actuels et futurs ; l'adoption d'une approche territoriale dans la planification de l'adaptation pour un meilleur ancrage avec le processus de décentralisation ; l'importance de mettre en place des systèmes d'information sur le climat bien articulés avec les différents niveaux de planification et l'urgence de réfléchir sur des mécanismes adaptés de financement de l'adaptation en cohérence avec l'approche territoriale de l'adaptation ;
3. Les questions de recherche ayant émergé des différentes revues thématiques et des contextes nationaux et devant alimenter l'agenda de recherche du projet pour les trois prochaines années mettent, entre autres, l'accent sur la nécessité de générer des connaissances afin de mieux comprendre comment les principaux leviers de l'économie seront affectés par les changements climatiques au cours des 30 prochaines années ; comment les modèles d'affaires développés par le secteur privé peuvent être adaptés pour mieux prendre en compte la dimension changement climatique ; comment garantir la participation des parties prenantes clés dans la formulation et la mise en œuvre de la recherche ;
4. La mise en place des plateformes nationales favorisant la collaboration et le dialogue entre les parties prenantes est une étape cruciale dans la mise en œuvre d'un projet de développement qui ambitionne appuyer les dirigeants politiques et les investisseurs dans la recherche de réponses rapides et inclusive pour faire face aux défis posés par le changement climatique ;
5. Le changement climatique représente une menace pour la croissance économique, mais aussi un risque majeur pour la sécurité et la résilience des groupes vulnérables notamment les femmes. Cependant, des opportunités d'affaires peuvent émerger du changement climatique et la recherche joue un rôle central dans l'identification et la maîtrise de ces opportunités.





Pour une gestion inclusive et transparente des terres pour renforcer la résilience des communautés à la base

L'engagement citoyen des communautés de base dans la recherche action et le plaidoyer autour de la gouvernance des ressources naturelles, peut contribuer à rendre les politiques et programmes plus protecteurs des droits des communautés.

Introduction

La promotion des investissements agricoles est devenue depuis quelques années une priorité dans l'agenda des décideurs des pays en voie de développement, comme moyens pour atteindre la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté. Néanmoins, ils présentent aussi des risques de fragilisation des droits d'accès des populations rurales à la terre ainsi que des menaces sur les moyens de subsistance et sur la durabilité environnementale.

Actuellement, de grandes superficies de terres ont déjà été attribuées à des investisseurs privés et, dans de nombreux cas, les processus d'acquisition ont été accompagnés par des conflits qui résultent en grande partie de l'opacité qui entoure les transactions et de l'exclusion des communautés des processus de décisions.

Cette nouvelle situation pose beaucoup de défis qui justifient les initiatives de plus en plus nombreuses,

mises en place pour renforcer les mécanismes de gouvernance foncière afin de les rendre plus transparents et plus inclusifs.

C'est dans ce cadre que le projet intitulé Mécanismes de reddition des comptes dans le contexte de la ruée mondiale vers les terres- enseignements provenant de l'Afrique occidentale est mis en œuvre. Son objectif est de contribuer à la réduction de la pauvreté et de rendre les moyens d'existence durables à travers la sécurisation des droits fonciers au niveau local grâce à l'amélioration de la redevabilité dans les investissements agricoles et la gouvernance foncière.

Le projet, d'une durée de 3 ans (2014-2017) et dont la coordination régionale est assurée par IED Afrique, intervient au Cameroun, Ghana et au Sénégal. Il est financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).



Approche

- A** Un engagement des parties prenantes locales (communautés, collectivités locales, organisations communautaires de bases, ONG) dans des activités de plaidoyer et d'expérimentation d'outils et de mécanismes de gouvernance de la terre ;
- B** Evaluation de la cohérence de la législation nationale avec les préoccupations d'ordre économique, social et environnemental pour une gouvernance plus responsable des régimes fonciers ;
- C** Capitalisation des pratiques durables sur la gouvernance des terres et les meilleurs modèles pour des investissements sur les terres agricoles plus transparents et responsables ;
- D** Expérimentation d'outils de renforcement de capacités et améliorer la redevabilité dans les investissements agricoles en prenant en compte les investisseurs privés ;
- E** Plaidoyer pour créer les bases du changement de politique et de pratiques à travers la prise en compte des résultats de la recherche et une répliation des outils testés par le projet.

Activités mises en œuvre en 2014

- Revue documentaire des textes scientifiques, juridiques et des documents de politiques relatifs au foncier et aux ressources naturelles dans les pays concernés afin de recenser et d'analyser les documents traitant des questions foncières ;
- Entretiens auprès d'acteurs impliqués dans la gouvernance foncière au niveau national (services de l'Etat, organisations de la société civile, organisation des élus locaux, instituts de recherche, société civile, PTF, personnes ressources, etc.) ;
- Organisation d'un atelier de validation des résultats de l'analyse du cadre légal dans les trois pays ;
- Organisation des visites de sites pour la sélection des zones d'intervention du projet ;
- Organisation de forums communautaires pour renforcer la compréhension des phénomènes d'ATGE (acquisition des terres à grande échelle) au niveau local.

A retenir...

1. L'accès à l'information pertinente est nécessaire; mais il n'est pas suffisant pour un engagement citoyen effectif. Pour cela il faudra également avoir des outils appropriés ;
2. La participation de tous les acteurs dans le processus (élus locaux, communautés de base, les services techniques de l'Etat, les acteurs du privé, etc.) est nécessaire pour construire un processus d'engagement informé qui prend en compte les préoccupations de tous les utilisateurs des ressources naturelles;
3. L'engagement des décideurs est une condition essentielle pour garantir la prise en compte dans le dispositif légal, les outils et recommandations issus des mécanismes d'engagement citoyen ;
4. Les outils législatifs sont importants mais ne peuvent être effectifs que s'ils sont couplés à des dispositifs de promotion de la transparence, d'appui aux capacités de négociation des détenteurs de droits au niveau local, et de contrôle des actions des investisseurs mais aussi des décideurs publiques. Toutefois, on constate un gap important en termes d'outils disponibles pour répondre à ces défis ;
5. Quelle que soit la politique de promotion des investissements privés, il apparaît crucial de sécuriser les droits fonciers des agriculteurs et des éleveurs. Mais cette sécurisation implique surtout une volonté politique des dirigeants, une inclusion et une responsabilité des communautés locales, des investisseurs et un appui de la société civile, de la recherche et des bailleurs.





Communautés de pratiques et résilience des exploitations familiales

Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE)

Faciliter l'accès à l'information sur les pratiques agricoles durables permet aux petits producteurs de disposer de technologies simples qui contribuent à améliorer la performance des systèmes des productions et des moyens d'existence dans les zones arides et semi-arides.

Introduction

L'agriculture et l'élevage sont les principaux piliers des moyens d'existence des populations vivant en Afrique. Ils sont pratiqués par des exploitations agricoles familiales qui fournissent plus de 90% de la production.

Ces secteurs font face au défi du changement et de la variabilité climatiques et seront affectés par l'augmentation prévisible de la température. Mais il faut le souligner, pour s'en réjouir, les exploitations familiales agricoles et pastorales ont toujours été des pionnières de l'innovation ; ce qui leur a permis de développer des stratégies pour s'adapter aux défis externes y compris ceux liés au climat.

IED Afrique et ses partenaires du réseau AgriCultures sont convaincus que la valorisation des pratiques locales en

matière agricole et de gestion de ressources naturelles permettrait de renforcer l'efficacité des politiques publiques ainsi que la résilience des économies locales.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE), est mis en œuvre depuis 12 ans dans le cadre du réseau AgriCultures dont le secrétariat exécutif est assuré par ILEIA basé au Pays-Bas. Son objectif est de promouvoir une agriculture familiale durable à travers la diffusion à grande échelle des bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable et le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des exploitations familiales dans les choix politiques

Approche

La mise en œuvre du projet s'appuie sur la documentation des bonnes pratiques agricoles et le réseautage des acteurs de l'agriculture durable en Afrique francophone et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences à travers la revue AGRIDAPE. Cette revue compte aujourd'hui près de 6000 abonnés et est lu dans plus de 60 pays.

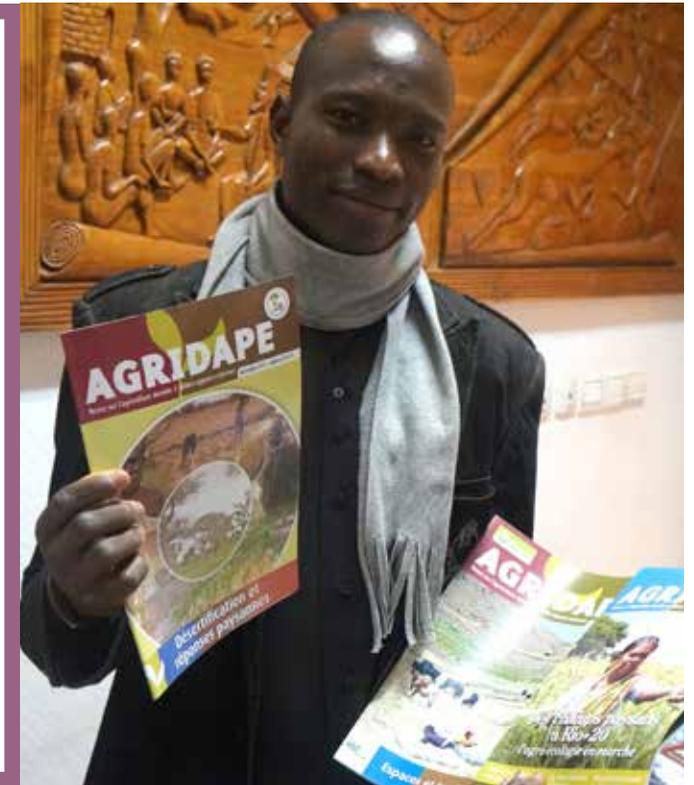
Activités réalisées en 2014

- Un reformatage d'AGRIDAPE matérialisé par la mise en place d'une version électronique du magazine AGRIDAPE. A travers ce reformatage, les anciens numéros d'AGRIDAPE sont revalorisés et diffusés à plus grande échelle. Le partage et l'abonnement au magazine deviennent ainsi plus faciles ;
- Publication de cinq (5) numéros du magazine AGRIDAPE : avec comme axe transversal, le renforcement de la résilience des agricultures familiales et avec un focus sur des thématiques relatives à la gestion des risques climatiques, la préservation de l'agrobiodiversité, la nutrition et la valorisation du savoir local ou la gestion intégrée des paysages ;
- Le réseautage et plaidoyer pour la souveraineté alimentaire et l'agro écologie, mené dans le cadre des activités liées à la célébration de l'année internationale de l'agriculture familiale ;
- Atelier national sur l'agrobiodiversité au Sénégal organisé à l'occasion du lancement du numéro du magazine GRIDAPE sur « Agrobiodiversité et sécurité alimentaire » dans le but de susciter le partage d'expériences autour de la problématique de l'agrobiodiversité ;
- Participation à la journée mondiale de l'environnement ;
- Création d'une base de données de 5686 abonnés de 61 nationalités et 2161 organisations différentes. (des inscriptions massives ont été réalisées grâce à notre participation à des foires et activités sur l'agriculture durable entre 2013 et 2014).



A retenir...

1. L'agro-écologie constitue la réponse la plus pertinente aux enjeux liés au changement climatique, la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des exploitants familiaux, mais sa mise à l'échelle constitue un très grand défi. Celle-ci passe nécessairement par la capitalisation et la documentation des bonnes pratiques agro-écologiques.
2. La documentation des bonnes pratiques pour le développement de systèmes de production agro-écologiques doit prendre en considération les aspects socioéconomiques de mise en marché des produits issus de l'agro-écologie, mais aussi les questions liées aux territoires. Ces aspects constituent des facteurs de réussite du plaidoyer en faveur de ce système de production.
3. L'information et les connaissances constituent des ressources stratégiques pour renforcer la résilience des communautés par le changement de comportement et AGRIDAPE constitue une plateforme de capitalisation des bonnes pratiques mais aussi un outil de plaidoyer auprès des acteurs.
4. L'avènement de la version électronique du magazine a simplifié la mise en ligne des articles et la diffusion du magazine devient plus facile à travers les réseaux sociaux.
5. Le magazine constitue un puissant outil de communication et d'apprentissage qui doit être accompagné par d'autres outils de gestion des connaissances pour renforcer l'influence politique et accompagner l'innovation chez les exploitants familiaux.



Développement agricole et rural (DAR)



Introduction

1. L'accès aux connaissances est une condition critique pour le renforcement de la résilience des communautés face aux chocs extérieurs.
2. Le réseautage et la valorisation des technologies d'information et de communication sont parmi les mécanismes les plus efficaces, mis en œuvre pour faciliter l'apprentissage.

Le projet « Développement Agricole et Rural (DAR) » s'inscrit dans cette perspective. Il a pour but de valoriser les ressources existantes, mais aussi de créer de nouveaux contenus et faciliter leur partage à travers le renforcement des compétences des membres d'Inter-reseaux au Sénégal, au Burkina Faso et au Cameroun dans l'utilisation d'outils de gestion de l'information et de la communication en réseau.





Approche

Appuyer la production de contenus à travers la veille, le soutien à l'écriture et la diffusion d'articles sur les thèmes du développement agricole et rural en Afrique de l'ouest et du Centre, mais aussi la mise en débat et le partage d'expériences avec l'organisation d'une série de 6 rencontres thématiques sur le DAR.

Activités réalisées et résultats en 2014

- Valorisation de contenus existants et soutien à la production d'articles : à travers la mise en place d'une version électronique du magazine AGRIDAPE avec des articles directement disponibles sur page web avec une possibilité de s'abonner directement sur le site de IED Afrique ;
- Animation de deux (2) ateliers thématiques; pour initier un débat et des échanges autour des thèmes du DAR comme la gestion foncière au Sénégal, ou le rôle du conseil agricole pour une rentabilité des aménagements hydro-agricoles ;
- Formation pratique sur la veille et mise en place d'un dispositif de veille collaborative avec des

participants membres d'Inter-réseaux du Sénégal, Burkina Faso et du Cameroun ainsi que leurs partenaires dans l'utilisation d'outils de collecte et de diffusion d'informations en ligne ;

Le projet Inforoutes pour la mise en réseau des actrices et acteurs du développement agricole et rural (DAR) en Afrique de l'Ouest et du Centre est une initiative financée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et coordonnée par Inter-réseaux en collaboration avec ses membres du Sénégal (IED Afrique), du Burkina (JADE) et du Cameroun (SAILD)

A retenir...

1. La veille informationnelle constitue un élément central dans les dispositifs de gestion des connaissances et de communication. Elle permet la mobilisation, l'analyse et le partage de l'information au jour le jour. Elle doit se faire de manière itérative et évolutive ;
2. La veille doit se faire dans le cadre d'une stratégie bien définie avec des objectifs clairs et la difficulté réside dans la nécessité de dégager du temps de travail supplémentaire pour sa mise en œuvre ;
3. Le partenariat avec Inter-Réseaux à travers le DAR a permis à IED Afrique de consolider son expertise dans le domaine de la veille informationnelle. Ainsi un dispositif de veille collaborative a été mis en place utilisant les outils partagés lors de la formation tels que Netvibes, diigo, pearltrees, Yahoo's Pipes, Scoop it, etc. L'objectif est de faciliter l'accès et la diffusion d'informations en ligne.
4. La présence dans les réseaux sociaux renforce le positionnement des institutions et facilite la diffusion de l'information vers un public plus large ;
5. L'accès aux NTIC permet aux acteurs de développement de mieux jouer leur rôle dans la communication et la diffusion des bonnes pratiques ;
6. La mise en débat et le partage d'information renforcent les dynamiques de mise en réseau et l'apprentissage au sein des organisations.



Partager les Pratiques, Partager les Leçons (3PL)

La communication et la gestion des connaissances sont les deux axes majeurs du processus d'apprentissage d'un projet. Ils constituent des facteurs de performance et participent ainsi à la valorisation des résultats des activités du projet auprès des bénéficiaires et des partenaires.

Introduction

La stratégie de gestion du savoir initiée dans le cadre du 3PL repose sur la conviction selon laquelle les acteurs de développement ont accumulé une expérience riche et diversifiée sur les approches de développement et dont la valorisation peut améliorer la performance des projets. Dans cette perspective, la capitalisation et le partage des pratiques et des savoirs doivent être perçus comme des fonctions essentielles et structurantes des projets et programmes ;

Cependant, pour différentes raisons relatives notamment au manque de ressources humaines et financières, mais également à l'absence d'une vision claire, l'opérationnalisation d'une stratégie de connaissance reste encore assez timide au sein des organisations de développement opérant en Afrique de l'Ouest et du Centre

Au sein du FIDA des efforts importants sont en train d'être déployés pour combler ce gap ; et cette volonté se traduit par une diversification des formes d'appui aux projets et programmes pour le renforcement des capacités en communication et gestion des connaissances

Lancé en Juin 2012, le projet « Partager les Pratiques, Partager les Leçons » (3PL) a pour objectif global de promouvoir la transformation et l'amélioration de la performance organisationnelle des projets FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre grâce à une dynamique de partage d'expertises, d'apprentissage mutuel, de documentation et dissémination des bonnes pratiques.



Approche

- A** Documentation des savoirs et des pratiques générés par les projets FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre ;
- B** Création de mécanismes et supports innovants de communication pour le partage des leçons apprises par les projets
- C** Renforcement des capacités des projets en capitalisation et en communication.

Activités menées en 2014

- Entre janvier et Mai 2014, date de la fin de période de prolongation du projet, le projet 3PL a déroulé plusieurs activités de capitalisation et gestion des connaissances en appui aux projets et programmes FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre. Comme principaux résultats, on peut retenir :
 - La poursuite de l'initiative de documentation des savoirs et pratiques des projets FIDA et leur diffusion sous des formats divers (fiches d'expériences, rapports de capitalisation) ;
 - La mise en place d'une plateforme multifonctionnelle de partage d'expertises et d'apprentissage mutuel entre les projets ;
- L'appui à l'organisation et à la capitalisation de l'atelier d'apprentissage et de partage d'expérience sur le ciblage, genre et inclusion des jeunes à Kinshasa ;
- L'appui à l'organisation et à la capitalisation du 8^e forum régional des projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre à Kinshasa ;
- L'appui au partage d'informations et à la diffusion des savoirs et résultats des projets FIDA via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Blog, YouTube) ;



A retenir...

1. L'apprentissage dans le cadre d'un projet n'est pas une démarche linéaire, mais renvoie plutôt à un processus itératif qui implique de nombreuses périodes d'échanges et de partage d'information entre les différentes échelles de mise en œuvre et de prise de décisions du projet. Ce n'est donc pas une activité ponctuelle, mais un processus qui intervient tout au long du cycle de vie d'un projet ;
2. L'utilisation du magazine AGRIDAPE, des rapports de capitalisation, des fiches d'expériences et des foires aux savoirs pour le partage des expériences des projets FIDA sur diverses thématiques a grandement contribué à l'amélioration de la visibilité des résultats des projets FIDA ;
3. En plus des outils traditionnels de partage d'information et d'expériences, les réseaux sociaux (Blog, YouTube, Twitter, Facebook) constituent des outils valables permettant aux projets et aux organisations de partager facilement et rapidement les résultats de leurs activités et de susciter le débat ;
4. La création d'une plateforme web pour l'échange d'expertises entre les projets représente une grande innovation dans le domaine de la communication et de la gestion des connaissances. Le succès d'un tel outil réside dans sa simplicité, sa convivialité, mais aussi la compétence et la disponibilité des staffs à y contribuer. Ce qui peut souvent nécessiter des renforcements de capacités.





Autres partenariats 2014

Partenariat avec la Global Water Initiative (GWI)

Dans un contexte de changement et de variabilité climatiques et de défi pour la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et au foncier constitue un facteur clé de renforcement des moyens d'existence durable et de la résilience des exploitations familiales.

Introduction

Le GWI vise à promouvoir des mécanismes et stratégies pour une utilisation efficace et équitable de l'eau, pour permettre aux agriculteurs vivant autour des grands barrages en Afrique de l'Ouest, d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur résilience au changement. IED Afrique a été associée dans la mise en œuvre de ce programme, en particulier sur les aspects liés à la recherche action et au plaidoyer pour une meilleure compréhension et un soutien aux processus d'innovation menés par les agriculteurs et les technologies pour l'intensification durable de l'agriculture irriguée..

Activités réalisées en 2014

- Etude sur « l'état des lieux du conseil agricole dans le bassin de l'Anambé ». L'étude consistait en une

recherche-action pour caractériser l'offre de service de conseil agricole pour les producteurs, identifier les forces et les faiblesses de ce dispositif, analyser les perspectives des différents acteurs en vue de surmonter les contraintes et les tensions actuelles entre les acteurs pour une meilleure articulation de l'offre et de la demande.

- La production d'un document de synthèse des rapports d'étude des études de cas sur les stratégies, aspirations et contraintes des différentes catégories d'agriculteurs vivant autour des barrages de Bagré (Burkina Faso), Sélingué (Mali) et Niandouba/ Confluent (Sénégal). Cette activité a débouché sur la publication d'un ouvrage intitulé « spécialisation ou diversification : Perspectives divergentes sur la riziculture irriguée par trois grands barrages dans le Sahel ».



Perspectives

Les activités autour du conseil agricole dans le cadre de ce partenariat constituent une opportunité pour renforcer la présence de IED Afrique sur le terrain et contribuer au plaidoyer pour une gestion équitable de l'eau autour des barrages, condition primordiale pour la résilience des exploitations familiale dans ces zones.

En perspective de l'analyse du dispositif de conseil agricole, IED Afrique appuiera un processus de réflexion dans le cadre d'un groupe de travail composé par les acteurs locaux, chargé de proposer des solutions en vue de l'amélioration des services d'appui-conseil. Ceci passera par l'appui à la mise en place d'un cadre local de coopération entre la Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (SODAGRI), les organisateurs de producteurs et les collectivités locales avec l'accompagnement de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole.

A retenir...

1. Les systèmes de production au sein des périmètres aménagés autour des grands barrages de l'Afrique de l'ouest restent très diversifiés. L'appui conseil au sein de ces périmètres n'intègre pas tout à fait les systèmes nationaux de conseil agrosylvopastoral.
2. La concertation et le dialogue entre acteurs autour des périmètres aménagés est indispensable pour la gouvernance des ressources naturelles dans les zones de barrages.
3. La gouvernance des zones aménagées et l'appui conseil doivent prendre en compte la globalité et la multifonctionnalité des exploitations familiales et les politiques et programmes mis en œuvre doivent être centrés sur la résilience et l'appui à une sécurité alimentaire durable
4. Il n'existe pas de démarche standard et figée pour la recherche action participative. Le plus important est de tirer des leçons à partir des expériences de chaque partie prenante.

Cours en ligne sur les Mécanismes de Contrôle Citoyen et de Responsabilité Sociale

Une meilleure valorisation des opportunités offertes par les technologies de l'information et de la communication permettrait une prise en charge plus adéquate de la demande de formation et de diffusion des mécanismes de redevabilité sociale.

La participation citoyenne dans la formulation et le suivi de la mise en œuvre des programmes publics améliore la transparence dans la gestion des ressources, renforce la redevabilité et contribue à l'amélioration de la qualité des services publics. Toutefois, une participation effective doit s'appuyer sur des aptitudes et des outils adaptés afin de pouvoir influencer les décisions. Dans cette perspective, IED Afrique travaille depuis plusieurs années avec la Banque Mondiale dans la diffusion des mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique en Afrique francophone.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la mise en place d'un cours de formation en ligne qui a été conjointement développé par les deux organisations et coordonné par IED Afrique. L'adoption de cette approche de formation répond au souci de répondre à la forte demande en renforcement de capacités.

Le cours est axé sur 4 mécanismes de redevabilité ; à savoir (1) le cadrage budgétaire, (2) la budgétisation participative, (3) les enquêtes de suivi des dépenses publiques et (4) le suivi-évaluation de la performance dans la fourniture de services publics. Le cours a été testé en 2015 et a touché une trentaine de participants en provenance du Mali et du Sénégal.



À démarrer en 2015

Décentralisation des fonds climats (DFC)

Introduction

Le projet Décentralisation des Fonds Climat (DFC) est financé le Department for International Development (DFID) du Royaume Uni à travers le programme BRACED (Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters ou Renforcement de la résilience et de l'adaptation aux extrêmes climatiques et désastres) qui est une initiative du DFID (Département pour le développement international au Royaume Uni). Il est mis en place pour une durée de 3 ans (2015-2017) par un consortium International composé de la Near Eastern Foundation (NEF) basée aux Etats-Unis avec un bureau au Mali ; le International Institute for Environment and Development (IIED) basé en Angleterre et Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) basé au Sénégal.

Objectifs

Le projet a pour objectifs de :

- promouvoir des mécanismes décentralisés de planification et de financement fonctionnels dans les quatre départements de Kaffrine pour soutenir des investissements en biens publics priorités par les communautés et qui renforcent leur résilience au changement climatique ;
- faciliter l'accès des communautés vulnérables de la région, à des financements innovants qui renforcent leur résilience face au changement climatique ;
- produire et de partager des données et leçons probantes sur l'efficacité des financements décentralisés qui améliorent la résilience des communautés bénéficiaires ; (iv) mettre en place des mécanismes et processus pour faciliter la prise en compte des résultats et des leçons tirées, dans les décisions prises par les décideurs locaux, nationaux et internationaux.



Tableau synoptique des projets exécutés en 2014

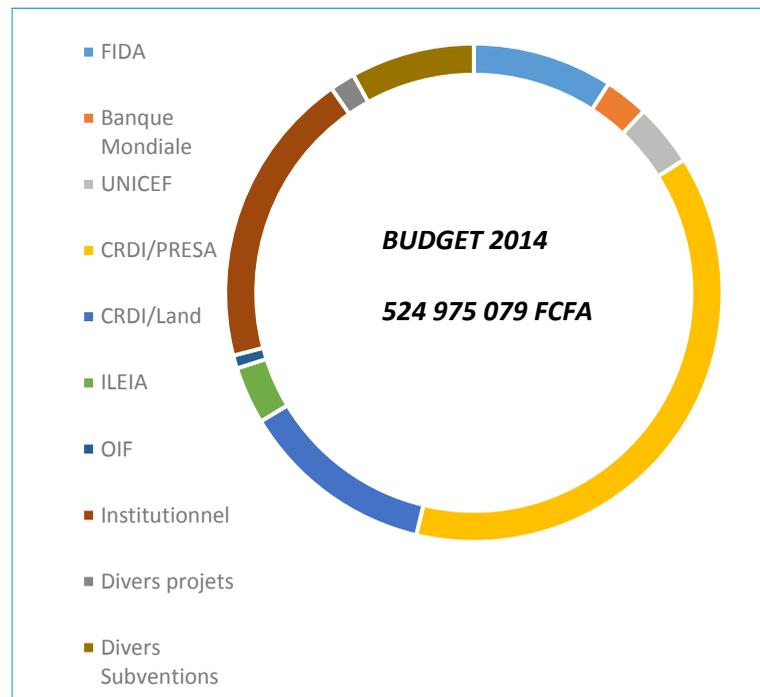
Projet	Cycle	Couverture géographique	Partenaires financiers
Promouvoir la résilience des économies en zones semi-arides (PRESA)	2014-2018	Burkina Faso et Sénégal	DFID et CRDI
Mécanismes de reddition des comptes dans le contexte de la ruée vers les terres- enseignements provenant de l'Afrique occidentale	2014-2016	Cameroun, Ghana et Sénégal	CRDI
Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE)	2012-2016	Afrique francophone	ASDI via ILEIA
Développement agricole et rural (DAR)	2013-2014	Sénégal	OIF via Inter-réseaux
Partager les Pratiques, partager les leçons (3PL)	2012-2014 (incluant prolongation de 5 mois)	Afrique de l'Ouest et du Centre	FIDA
Cours en ligne sur les Mécanismes de Contrôle Citoyen et de Responsabilité Sociale	2014-2015	Afrique de l'Ouest (francophone)	Banque Mondiale

Partenaires



Budget 2014

et contributions des partenaires





Quelques publications en 2014



Retrouvez toutes les publications de IED Afrique sur www.iedafrique.org



24, Sacré Cœur III - BP 5579 Dakar Fann - SENEGAL



Téléphone : (221) 33 867 10 58 - Télécopie : (221) 33 867 10 59



Courriel : contact@iedafrique.org

